

Boîte à Outils Méthodologiques pour le Droit à L'Alimentation

Il y a 5 ans environ, le Conseil de la FAO adoptait les Directives Volontaires à l'appui de la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale (Directives sur le droit à l'alimentation). Ceci a constitué une des étapes les plus importantes dans la mise en œuvre du droit à l'alimentation après les engagements politiques pris lors des Sommets Mondiaux de l'Alimentation de 1996 et 2002.

Depuis l'adoption de ces Directives, la FAO a aidé les pays dans leurs efforts pour promouvoir le droit à l'alimentation à travers l'information, la sensibilisation, le renforcement et le développement des capacités, l'expertise technique, ainsi qu'à travers le développement d'outils et de méthodologies pratiques.

Cette Boîte à Outils Méthodologiques pour le droit à l'alimentation représente une étape majeure pour rendre ce droit à l'alimentation effectif et opérationnel. Si les Directives sur le droit à l'alimentation comprenaient des recommandations sur QUOI faire, dans quelques domaines politiques, afin de promouvoir le droit à l'alimentation pour tous, la Boîte à Outils montre plutôt COMMENT mettre en œuvre ces recommandations. Elle comprend différents outils pour l'analyse, l'éducation et la législation qui offrent des pistes concrètes quant à la manière d'intégrer le droit à l'alimentation au niveau national.

La Boîte à Outils arrive au moment opportun : de plus en plus de pays cherchent actuellement à intégrer le droit à l'alimentation dans leur législation, dans leur politique ou à travers différents programmes. Nous espérons vivement que ces outils constitueront pour eux une aide précieuse dans leurs démarches.

Boîte à Outils Méthodologiques pour le Droit à L'Alimentation

- ✓ Guide détaillé sur la manière d'intégrer le droit à l'alimentation aux différents niveaux de la législation nationale.
- ✓ Informations méthodologiques et opérationnelles en matière de contrôle sur le droit à une alimentation adéquate.
- ✓ Support méthodologique et opérationnel pour l'identification et la caractérisation des groupes marginalisés et vulnérables en termes d'insécurité alimentaire.
- ✓ Programme éducatif pratique posant les bases pour l'éducation, la formation et la sensibilisation au droit à l'alimentation.
- ✓ Guide pour la planification, l'exécution et le suivi d'un budget relatif à la réalisation du droit à l'alimentation.

Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
Unité pour le Droit à l'Alimentation
Département du Développement Economique et Social
Division de l'Economie du Développement Agricole.
Viale delle Terme di Caracalla- 00153 Rome, Italie
Tel.: (+39) 06 57054285 - Fax: (+39) 06 57053152
e-mail: righttofood@fao.org

La Boîte à Outils Méthodologiques pour le droit à l'alimentation, avec d'autres matériels informatifs, peut être téléchargée sur notre site internet: www.fao.org/righttofood



Boîte à Outils Méthodologiques pour le Droit à L'Alimentation



1. GUIDE POUR LÉGIFÉRER SUR LE DROIT À L'ALIMENTATION

Le Guide pour Légiférer sur le Droit à l'Alimentation s'adresse plus particulièrement aux législateurs et aux professionnels du droit et donne des clés quant à la manière d'intégrer le droit à l'alimentation aux différents niveaux de la législation nationale. On y trouvera plusieurs aspects de la protection du droit à l'alimentation au niveau constitutionnel ainsi que les différentes étapes, décrites pas à pas, permettant l'élaboration d'une loi-cadre spécifique dans la matière. Finalement, un troisième niveau d'intégration législatif signalé dans ce Guide est l'examen des lois sectorielles en vue de vérifier leur compatibilité avec le droit à l'alimentation. De nombreux exemples choisis parmi une grande variété de pays sont cités et de nombreuses expériences sont analysées dans ce Guide.



4. CURRICULUM ÉDUCATIF SUR LE DROIT À L'ALIMENTATION

Le lecteur trouvera ici une base de données unique et une référence incomparable pour l'éducation et la promotion du droit à l'alimentation. Il s'adresse tout autant aux professionnels de l'éducation (professeurs d'écoles ou d'universités) qu'à des formateurs professionnels spécifiquement intéressés par le développement d'activités ou de cours concernant le droit à l'alimentation. Le but de ce Guide est le renforcement des capacités et des connaissances dans le domaine du droit à une alimentation adéquate.



2. MÉTHODES DE CONTRÔLE POUR LE DROIT À L'ALIMENTATION (Volumes I et II)

Ce Guide offre au lecteur de nombreuses informations méthodologiques en matière de contrôle sur le droit à une alimentation adéquate. Il s'adresse en priorité au personnel technique du secteur public ou aux organisations de la société civile dont le rôle est l'organisation, l'évaluation et le contrôle de programmes concernant la sécurité alimentaire, la nutrition ou plus généralement la réduction de la pauvreté. Il a comme but d'amener ces acteurs à examiner aussi bien les résultats que les impacts des politiques et des projets développés, tout en les confrontant aux objectifs souhaités et préétablis.



3. GUIDE POUR L'ÉVALUATION DU DROIT À L'ALIMENTATION

Ce Guide constitue un support méthodologique et opérationnel permettant une évaluation complète de la situation du droit à l'alimentation au niveau national. Destiné à tous les acteurs gouvernementaux ou de la société civile, ce livre offre une large gamme de recommandations - légales, politiques ou institutionnelles - afin que chacun puisse évaluer si le pays est dans la bonne voie pour éradiquer les causes structurelles de la faim. Basé sur l'expérience de la FAO et sur l'étude de nombreux cas, son contenu permet également d'identifier quelles pourraient être les mesures adéquates à la bonne conduite du droit à l'alimentation.



5. ANALYSE BUDGÉTAIRE POUR PROMOUVOIR LE DROIT À L'ALIMENTATION

Destiné aux acteurs de la société civile, aux défenseurs des droits de l'homme ou aux législateurs et institutions gouvernementales qui sont intéressés dans la matière, ce Guide explore quelques uns des nombreux chemins que peut emprunter un gouvernement dans la mise en place d'un budget relatif à la réalisation du droit à l'alimentation. Il propose également dix étapes à suivre pour construire une étude de cas en vue d'identifier une situation de violation du droit à l'alimentation, analyser le budget alloué par le gouvernement et élaborer une stratégie pour exiger la protection de ce droit. Enfin, trois cas pratiques sont étudiés, posant ainsi les jalons qui permettent de juger si un budget national est destiné ou pas à l'utilisation du maximum de ressources allouées à la réalisation du droit à l'alimentation.

